Retour sur le mouvement lycéen de ces dernières semaines

Depuis lundi 3 mai 2021 et la reprise des cours en "hybride" pour les lycéen.ne.s, la politique de simulacre de normalité de Blanquer est mise à mal. En effet, dans plus de 300 lycées des actions ont eu lieu, afin de bloquer le déroulement soi-disant sans accroc du « bac Blanquer » première mouture, cerise d'inégalité sur le gâteau de la machine à trier de l'Éducation Nationale sauce Macron.

Le « bac Blanquer », une douille

Les réformes Blanquer ont été longuement critiquées et discutées, ainsi que les modalités d'évolution de l'examen du baccalauréat qui n'a, depuis sa réforme en 2018, connu aucune session se déroulant dans des conditions acceptables ! Cette réforme, déjà inadmissible en théorie, dans la pratique transforme le bac en épreuve partielle, intenable par endroits, rompant l'égalité devant le service public et la valeur nationale du diplôme. Indépendamment de nos considérations sur l'éducation nationale dans le monde capitaliste, ces évolutions sont inacceptables.

Depuis l'année dernière, la situation s'aggrave : incohérence dans les programmes pour les élèves de première, banques de données de sujets remplies on ne sait comment jusqu'à quelques jours avant les épreuves, sujets locaux plus ou moins complexes, sujets sur des points non encore traités dans les programmes pour les sessions de janvier et de mars des «E3C», et autres joyeusetés… Le bac Blanquer avant même la crise sanitaire était un fiasco sans nom.

Cette année aura été sans nul doute pénible pour l'ensemble des élèves et des personnels : système « hybride » avec plus ou moins de distanciel en fonction des établissements, des points de programme nécessairement éludés par les enseignant.e.s du fait du volume horaire ramassé, des élèves malades donc absent.e.s, des enseignant.e.s à risque… Les programmes n'ont pas et ne pouvaient pas être vus correctement cette année.

Ajoutons à cela les situations personnelles des élèves et des familles qui ont pour beaucoup connu la maladie, voire le deuil, des conditions et des modalités de l'évaluation qui changent presque quotidiennement, les incertitudes liées à Parcoursup et des perspectives bien peu réjouissantes dans l'enseignement supérieur… La reconnaissance minimale du caractère extraordinaire de la situation n'a même pas été

admise par le ministère.

C'est donc après cette année extraordinaire et après un mois de fermeture des établissements que Blanquer souhaite valider ses réformes indigentes et discriminantes dans un contexte intenable.

La situation du bac général et technologique est très préoccupante, et malheureusement les autres filières ne sont pas épargnées par le rouleau-compresseur ministériel : aucun aménagement d'examen n'a été prévu non plus pour les BTS et, dans les filières professionnelles, l'absence de stage reste un motif d'exclusion possible de la formation !

Un manque de moyens inadmissible dans l'Éducation

Depuis la rentrée de septembre et malgré les déclarations tonitruantes de Blanquer et des rectorats, le manque de moyens dans l'Education pour faire face à la crise sanitaire est flagrant. A l'école se répercute directement le nouveau dogme sanitaire gouvernemental du président épidémiologiste : "Tout va bien."

Cas contacts uniquement si absence de masque, peu d'aménagements dans les espaces de restauration, aménagements en EPS incompréhensibles (autorisée en intérieur sans masque mais pas en extérieur), couloirs et entrées bondées : les maigres aménagements de la rentrée n'ont pas servi à grand chose. Au 16 septembre et malgré des protocoles allégés, plus de 2000 classes et 80 établissements étaient fermés. Depuis novembre et la mise en demi-jauge, le nombre de cas a baissé, mais à quel prix, pédagogiquement, pour les élèves ?

Alors que les élèves doivent se fournir leurs propres masques, ce qui représente un budget conséquent pour une famille (jusqu'à plusieurs centaines d'euros par mois) les enseignant.e.s et personnels ont été dans un premier temps équipés avec des masques toxiques (traités à la zéolithe d'argent).

A la suite des coûteux et performants protocoles sanitaires déployés l'année dernière, depuis septembre les moyens sont réduits à la portion congrue : le S.H.A disponible en quantité en en points limités (entrée, vie scolaire, administration et salle des profs), les sprays virucides à se partager sur un demi-étage, lingettes "réutilisables" à faire laver par les enseignant.e.s...

Par ailleurs, les infirmier.e.s et médecins scolaires, dont la charge de travail a explosé, voient leur nombre de postes diminuer, leurs attributions et établissements d'exercice se multiplier. Comment prendre en charge convenablement les élèves dans ces conditions ?

Dans toute cette mascarade, le pire est sans doute que les enseignant.e.s ont été parmi les moins mal loti.e.s. En effet, ATSEM, AED, AESH, Agent.e.s, anims périscolaires ont

bien souvent dû se débrouiller avec des plannings surchargés, des consignes sanitaires variables et parfois difficilement conciliables. Tout cela se combine avec la continuité de la précarisation de ces fonctions : infirmier.e.s scolaires sur plusieurs établissements, AESH contractuel.le.s arrêté.e.s en cours d'année ou lorsque les élève sont cas contact, ces situations sont invivables et durent depuis plusieurs mois.

La crise sanitaire a été un épisode de plus dans la prise de conscience du trop grand nombre d'élèves par classe. La revendication d'embauches massives et du nombre d'élèves par classe est une constante dans l'éduc nat, mais ici elle touche une dimension supplémentaire : celle de la santé. Quelle a été la réponse du ministère ? Supprimer comme prévu les 1800 postes l'année prochaine, qui viennent s'additionner aux 1000 postes supprimés cette année pour presque 3000 postes supprimés en 3 ans.

Face à l'injuste, mobilisation !

Heureusement, la recette Blanquer ne dupe pas grand monde. Pour la première session d'examens, l'an dernier, les blocages enseignants et élèves ont été nombreux : blocus, rétention des notes par les jury, refus de siéger au jury... L'année 2018 avait d'ailleurs été le terreau d'une organisation contre les réformes et contre Blanquer, jusqu'à la fondation d'une coordination nationale de l'éducation rassemblant à ses grandes heures plus de 10 académies et l'organisation d'une université d'été de l'enseignement suivie par plusieurs centaines de collègues.

L'année dernière, la lutte contre la réforme des retraites a battu son plein chez les personnels de l'Educ nat. Cette année, malgré les conditions particulières, la mobilisation (bien que moins importante numériquement) ne s'est pas éteinte. Après les mobilisations enseignantes massives de l'an dernier et après une importante mobilisation des AED depuis le mois de janvier 2021, après les mobilisations contre les baisses de dotation horaire dans les établissements, ce sont les élèves qui se sont mobilisé.e.s largement depuis la « rentrée » du 03 mai.

300 établissements bloqués au moins une journée la semaine du 3 mai, des centaines d'Assemblées Générales de soutien aux revendications, des centaines de motions de soutien de la part de collectifs enseignants, de parents d'élèves, de fédérations de parents et de syndicats.

L'utilité et l'efficacité du mouvement lycéen est manifeste : dès le mercredi 5 mai au soir, Blanquer annonçait des aménagements d'épreuves pour le français et la philosophie.

La réponse du Ministère : les violences policières

Depuis la fin de la première semaine de mobilisation, la présence policière se systématise devant les établissements. Et, inévitablement car c'est la seule doctrine de "maintien de l'ordre" que le gouvernement et ses larbins connaissent, les violences

policières. Plusieurs dizaines d'élèves gazés à la bombe lacrymogène, coups de matraque ou de boucliers, une élève de Grenoble a même subi des dégâts aux reins après avoir été piétinée lors d'une charge ! Nous devons évidemment condamner ces violences et demander immédiatement le retrait des forces de police de nos établissements et de leurs parvis.

Soutenir et amplifier le mouvement

Parents, élèves, personnels, nous pouvons tou.te.s soutenir et amplifier le mouvement :

Pour les élèves : organisation d'assemblées générales, de discussions ouvertes, réalisation de documents d'information peuvent être de bonnes bases pour mettre son établissement en mouvement.

Pour les profs et les personnels : nous devons, si ce n'est pas encore fait, poser des heures d'info syndicales pour faire connaître les revendications des élèves et les soutenir, s'opposer aux violences policières et à la présence policière dans nos établissements, nous mettre en grève en soutien lorsque c'est possible.

Pour les parents : interpeller les établissements scolaires, le rectorat avec des courriers, essayer de mobiliser les structures locales FCPE ou autres fédérations.

Pour tou.te.s les adultes, être présent.e.s devant les établissement peut faire une grosse différence : la police et les adultes contre les actions sont moins susceptibles de faire preuve de violences si d'autres adultes sont là.

Nous apportons notre soutien et participons à l'ensemble de ces mobilisations.

La légitimité et la nécessité du combat ne concernent pas seulement cette session du bac. Il est crucial que les enseignant-e-s, les élèves, les parents, avec les AG et les organisations, s'unissent, au delà des revendications immédiates, sur les revendications suivantes :

- Abandon pur et simple des réformes Blanquer et de la machine à trier Parcoursup.
- Des moyens massifs dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur pour permettre un rattrapage des manques et des inégalités dans le traitement des programmes : embauches massives, titularisations, moyens supplémentaires aux établissements et aux collectivités, cours de soutien massifs dès septembre aux nouveaux et nouvelles étudiant-e-s et à tou-te-s ceux et celles qui en ont besoin dès la rentrée.

Tendance CLAIRE, le 24 mai 2021